

Les années 1990 furent le théâtre d'une vaste entreprise, internationale mais particulièrement virulente en France, d'annihilation de l'idéal communiste. On décrétait la fin de l'histoire, abolie par les promesses d'une prospérité infinie associée à la mondialisation (forcément « heureuse ») et d'une marche inexorable vers la démocratie, et toute critique du capitalisme - a fortiori toute aspiration révolutionnaire - était soupçonnée de mener au totalitarisme.

Bien peu ont alors tenté de résister au rouleau-compresseur de cette contre-révolution néolibérale et de maintenir vivant le projet communiste, à la fois contre la défiguration stalinienne et la restauration capitaliste. Daniel Bensaïd fut de ceux-là, notamment à travers ce texte important dans lequel il faisait la critique du Livre noir du communisme et du Passé d'une illusion (de Furet), et plus largement de la tentation d'ériger l'analyse historique en jugement dernier de l'Histoire.

En 1995 déjà, François Furet avait proposé pour dalle funéraire d'un communisme défunt son gros volume *Le Passé d'une illusion*, essai sur l'idée communiste au XX^e siècle¹.

En 1997, une équipe d'historiens coordonnée par Stéphane Courtois publie un ouvrage encore plus monumental *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*². Huit cents pages pour recenser les crimes du communisme de par le monde et dénombrer les cadavres dont son histoire est jonchée. Il s'agit, cette fois, de sortir le communisme de sa tombe pour le juger. Par crainte, peut-être, qu'il hante toujours le monde...

Le nazisme a eu son Nuremberg. Qu'attend-on pour ériger un Nuremberg du communisme ?, interroge notre historien, qui se décrète juge et rend son verdict : le communisme, indissociable du stalinisme, s'est pour le moins montré aussi criminel que le nazisme. Formidable entreprise de brouillage des repères, de déboussolement des consciences, au terme de laquelle le siècle n'est plus qu'un amoncellement de cadavres, la révolution d'Octobre un horrible dérapage et l'idéal communiste une funeste monstruosité.

Pour que l'histoire ne se ramène pas à la seule répression, pour que la raison ne cède pas à la fureur, et qu'on ne confonde pas victimes et bourreaux, il convient d'abord de revenir sur Octobre, pour l'étudier, en tirer des leçons d'avenir. Un Octobre bien trop grand pour être moulu par quelque historien intronisé inquisiteur :

« Un tel phénomène, dans l'histoire de l'humanité, ne s'oublie plus, parce qu'il a révélé dans la nature humaine une disposition, une faculté de progresser telle qu'une politique n'aurait pu, à force de subtilité, la dégager du cours antérieur des événements : seules la nature et la liberté réunies dans l'espèce humaine suivant les principes internes du droit étaient en mesure de l'annoncer, encore que, quant au temps, d'une manière indéterminée et comme événement contingent. Mais, même si le but visé par cet événement n'était pas encore aujourd'hui atteint, quand bien même la révolution ou la réforme de la constitution d'un peuple aurait finalement échoué, ou bien si, passé un laps de temps, tout retombait dans l'ornière précédente (comme le prédisent maintenant certains politiques), cette prophétie philosophique n'en perd pourtant rien de sa force. Car cet événement est trop important, trop mêlé aux intérêts de l'humanité et d'une influence trop vaste sur toutes les parties du monde pour ne pas devoir être remis en mémoire aux peuples, à l'occasion de

En 1798, en pleine période de réaction, Emmanuel Kant écrivait à propos de la Révolution française qu'un tel événement, par-delà les échecs et les reculs, ne s'oublie pas. Car, dans cette déchirure du temps, s'est laissé entrevoir, fût-ce de manière fugitive, une promesse d'humanité libérée. Kant avait raison. Notre problème est de savoir aujourd'hui si la grande promesse attachée au nom propre d'Octobre, cet ébranlement du monde, cette lueur surgie des ténèbres à l'heure du premier carnage mondial, pourra être aussi « remis en mémoire » des peuples. C'est l'enjeu non d'un « devoir de mémoire » (notion aujourd'hui galvaudée), mais d'un travail et d'une bataille de mémoire.

Le 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre 1917 risquait de passer inaperçu. La publication du *Livre noir du communisme* aura au moins eu le mérite de remettre sur le tapis « l'affaire Octobre », une de ces grandes querelles sur lesquelles on ne réconciliera jamais. Clairement énoncé par Stéphane Courtois, maître d'œuvre de l'ensemble, le but de l'opération est d'établir une stricte continuité, une parfaite cohérence entre communisme et stalinisme, entre Lénine et Staline, entre le rayonnement de l'initial révolutionnaire et le crépuscule glacé du Goulag : « Stalinien et communiste, c'est la même chose », écrit-il dans le *Journal du Dimanche* (9 novembre 1997).

Il est crucial de répondre sans détour à la question posée par le grand historien soviétique Mikhaïl Guefter :

« Tel est le problème à démêler, cette marche des événements est-elle effectivement continue ou bien s'agit-il de deux séries d'événements intrinsèquement liées, mais renvoyant malgré tout à des vies différentes, à deux mondes politiques et moraux distincts ? Si nous ne parvenons pas à démêler ce problème, aujourd'hui encore nous pouvons par mégarde devenir dangereux. Car le passé non médité réanime les pires préjugés et interdit la conscience historique de pénétrer dans le champ politique »⁴.

Question décisive, en effet, qui commande aussi bien l'intelligibilité du siècle finissant que nos engagements dans le siècle tourmenté qui s'annonce : si le stalinisme n'était, comme certains le soutiennent ou le concèdent, qu'une simple « déviation » ou « un prolongement tragique » du projet communiste, il faudrait en tirer les conclusions les plus radicales quant au projet lui-même.

Un procès fin de siècle

C'est bien d'ailleurs ce que visent les promoteurs du *Livre noir*. On pourrait s'étonner en effet du ton de guerre froide, passablement anachronique, de Stéphane Courtois et de certains articles de presse. Alors que le capitalisme, pudiquement rebaptisé « démocratie de marché », se proclame volontiers sans alternative après la désintégration de l'Union soviétique, vainqueur absolu de la fin de siècle, cet acharnement révèle en réalité une grande peur refoulée : la crainte de voir les plaies et les vices du système d'autant plus criants qu'il a perdu, avec son double bureaucratique, son meilleur alibi. Il importe donc de

procéder à la diabolisation préventive de tout ce qui pourrait laisser entrevoir un autre avenir possible.

C'est en effet au moment où sa contrefaçon stalinienne disparaît dans la débâcle, où s'achève sa confiscation bureaucratique, que le spectre du communisme peut à nouveau revenir hanter le monde.

Combien d'anciens staliniens zélés, faute d'avoir su distinguer stalinisme et communisme, ont-ils cessé d'être communistes en cessant d'être staliniens, pour rallier la cause libérale avec la ferveur des convertis ? Stalinisme et communisme ne sont pas seulement distincts, mais irréductiblement antagoniques. Et le rappel de cette différence n'est pas le moindre devoir que nous ayons envers les nombreuses victimes communistes du stalinisme.

Le stalinisme n'est pas une variante du communisme, mais le nom propre de la contre-révolution bureaucratique. Que des militants sincères, tout à l'urgence de la lutte contre le nazisme, ou se débattant dans les conséquences de la crise mondiale de l'entre-deux-guerres, n'en aient pas pris immédiatement conscience, qu'ils aient continué à offrir généreusement leurs « existences déchirées », ne change rien à l'affaire. Il s'agit bien, pour répondre à la question de Mikhaïl Guefter, de « deux mondes politiques et moraux » distincts et irréconciliables. Cette réponse est aux antipodes des conclusions de Stéphane Courtois dans le *Livre noir*.

Il se défend parfois d'avoir réclamé un Nuremberg du communisme, probablement gêné de rejoindre sur ce thème une formule chère à M. Le Pen. Pourtant, la mise en scène du *Livre noir* tend non seulement à effacer les différences entre nazisme et communisme, mais à banaliser en suggérant que la comparaison strictement « objective » et comptable tourne à l'avantage du premier : 25 millions de morts contre 100 millions, 20 ans de terreur contre 60. Le premier bandeau de présentation du livre annonçait tapageusement 100 millions de morts. Le décompte des auteurs parvient à 85 millions. M. Courtois n'est pas à 15 millions près. Il manie le cadavre à la louche. Cette comptabilité macabre de grossiste, mêlant les pays, les époques, les causes et les camps a quelque chose de cynique et de profondément irrespectueux pour les victimes elles-mêmes.

Dans le cas de l'Union soviétique, elle aboutit à un total de 20 millions de victimes sans que l'on sache ce que le chiffre recouvre exactement. Dans sa contribution au *Livre noir*, Nicolas Werth rectifie plutôt à la baisse les estimations approximatives courantes. Il affirme que les historiens, sur la base d'archives précises, évaluent aujourd'hui à 690 000 les victimes des grandes purges de 1936-1938. C'est déjà énorme, au-delà de l'horreur. Il parvient en outre à un nombre de détenus du Goulag d'environ deux millions en moyenne annuelle, dont une proportion plus importante qu'on ne le croyait a pu être libérée, remplacée par de nouveaux arrivants. Pour atteindre le total de 20 millions de morts, il faudrait donc ajouter aux chiffres des purges et du goulag, ceux des deux grandes famines (cinq millions en 1921-1922 et six millions en 1932-1933), et ceux de la guerre civile, dont les auteurs du *Livre noir* ne peuvent pas démontrer, et pour cause, qu'il s'agit de « crimes du communisme », autrement dit d'une extermination froidement décidée.

Avec de tels procédés idéologiques, il ne serait pas très difficile d'écrire un *Livre rouge des crimes du Capital*, additionnant les victimes des pillages et des populicides coloniaux, des guerres mondiales, du martyrologue du travail, des épidémies, des famines endémiques, non seulement d'hier, mais d'aujourd'hui. Pour le seul XX^e siècle, on dénombrerait sans peine plusieurs centaines de millions de victimes. Dans la seconde partie trop souvent oubliée de sa trilogie, Hannah Arendt voyait dans l'impérialisme moderne la matrice du

totalitarisme et dans les camps de concentration coloniaux en Afrique le prélude à bien d'autres camps⁵.

S'il s'agit non plus d'examiner des régimes, des périodes, des conflits précis, mais d'incriminer une idée, combien de morts imputera-t-on, à travers les siècles, au christianisme et aux Évangiles, au libéralisme et au « laisser-faire » ? Même en acceptant les comptes fantastiques de M. Courtois, le capitalisme aurait coûté bien plus de vingt millions de morts à la Russie au cours de ce siècle en deux guerres mondiales que le stalinisme.

Les crimes du stalinisme sont assez épouvantables, assez massifs, assez horribles, pour qu'il ne soit pas besoin d'en rajouter. À moins de vouloir délibérément brouiller les pistes de l'histoire, ainsi qu'on l'a vu faire à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, où certains historiens rendaient volontiers la révolution responsable non seulement de la Terreur ou de la Vendée, mais aussi des morts de la terreur blanche, des morts dans la guerre contre l'intervention coalisée, ou même des victimes des guerres napoléoniennes !

Qu'il soit légitime et utile de comparer nazisme et stalinisme n'est pas nouveau – Trotski ne parlait-il pas d'Hitler et de Staline comme « d'étoiles jumelles » ? Mais comparaison n'est pas raison, et les différences importent autant que les similitudes. Le régime nazi a rempli son programme et tenu ses sinistres promesses. Le régime stalinien s'est édifié à l'encontre du projet d'émancipation communiste. Il a dû pour s'instaurer broyer ses militants. Combien de dissidences, d'oppositions illustrent, dans l'entre-deux-guerres, ce retournement tragique ? Suicidés Maïakovsky, Joffé, Tucholsky, Benjamin et tant d'autres⁶ ? Peut-on citer, chez les nazis, ces crises de conscience devant les ruines d'un idéal trahi et défiguré ? L'Allemagne d'Hitler n'avait pas besoin comme la Russie de Staline de se transformer en « pays du grand mensonge » : les nazis étaient fiers de leur œuvre, les bureaucrates ne pouvaient se regarder en face dans le miroir du communisme originel.

À diluer l'histoire concrète dans le temps et dans l'espace, à la dépolitiser délibérément, par choix de méthode (Nicolas Werth revendique franchement « la mise au second plan de l'histoire politique » pour mieux suivre le fil linéaire d'une histoire décontextualisée de la répression), il ne reste qu'un théâtre d'ombres. Il ne s'agit plus alors d'instruire le procès d'un régime, d'une époque, de bourreaux identifiés, mais d'une idée : l'idée qui tue. Dans le genre, certains journalistes s'en sont donnés à cœur joie. Jacques Amalric enregistre avec satisfaction « la réalité engendrée par une utopie mortifère »⁷. Philippe Cusin invente une hérédité conceptuelle : « C'est inscrit dans les gènes du communisme : il est naturel de tuer »⁸. À quand l'euthanasie conceptuelle contre le gène du crime ?

Instruire le procès non de faits, de crimes précis, mais d'une idée, c'est inéluctablement instituer une culpabilité collective et un délit d'intention. Le tribunal de l'histoire selon Courtois n'est pas seulement rétroactif. Il devient dangereusement préventif, lorsqu'il regrette que le « travail de deuil de l'idée de révolution soit encore loin d'être achevé » et s'indigne que « des groupes ouvertement révolutionnaires soient actifs et s'expriment en toute légalité » !

La repentance est certes à la mode. Que MM. Furet ou Le Roy Ladurie, M^{me} Kriegel ou M. Courtois lui-même ne soient jamais venus à bout de leur travail de deuil, qu'ils traînent comme un boulet leur mauvaise conscience en staliniens retournés, que leur expiation cuise dans le ressentiment, c'est leur affaire. Mais, ceux qui sont restés communistes sans jamais avoir célébré le petit père des peuples ni psalmodié le petit livre rouge du grand timonier, de quoi voulez-vous donc, M. Courtois, qu'ils se repentent ? Ils se sont sans doute

parfois trompés. Mais, à voir le monde tel qu'il va, ils ne se sont certainement pas trompés de cause, ni d'adversaire.

Pour comprendre les tragédies du siècle qui s'achève et en tirer des leçons utiles à l'avenir, il faut aller au-delà de la scène idéologique, quitter les ombres qui s'y agitent, pour s'enfoncer dans les profondeurs de l'histoire et suivre la logique des conflits politiques où se décide le choix entre plusieurs possibles.

Révolution ou coup d'État ?

Un retour critique sur la Révolution russe, à l'occasion du 80^e anniversaire d'Octobre, soulève quantité de questions, d'ordre tant historique que programmatique. L'enjeu est de taille. Il en va ni plus ni moins que de notre capacité à un avenir ouvert à l'agir révolutionnaire, car tous les passés n'ont pas le même avenir.

Or, avant même d'entrer dans la masse des nouveaux documents accessibles du fait de l'ouverture des archives soviétiques (qui permettront sans aucun doute de nouveaux éclairages et un renouvellement des controverses), la discussion vient buter sur le prêt-à-penser idéologique dominant, dont le récent hommage nécrologique consensuel à François Furet illustre bien l'emprise. En ces temps de contre-réforme et de réaction, rien d'étonnant à ce que les noms de Lénine et de Trotski deviennent aussi imprononçables que le furent ceux de Robespierre ou de Saint-Just sous la Restauration.

Pour commencer à déblayer le terrain, il convient donc de reprendre trois idées assez largement reçues aujourd'hui :

- 1.** En fait de révolution, Octobre serait plutôt le nom emblématique d'un complot ou d'un coup d'État minoritaire imposant d'emblée, par en haut, sa conception autoritaire de l'organisation sociale au bénéfice d'une nouvelle élite.
- 2.** Tout le développement de la Révolution russe et ses mésaventures totalitaires seraient inscrits en germe, par une sorte de péché originel, dans l'idée (ou la « passion » selon Furet) révolutionnaire : l'histoire se réduirait alors à la généalogie et à l'accomplissement de cette idée perverse, au mépris des grandes convulsions réelles, des événements colossaux, et de l'issue incertaine de toute lutte.
- 3.** Enfin, la Révolution russe aurait été condamnée à la monstruosité pour être née d'un accouchement « prématuré » de l'histoire, d'une tentative d'en forcer le cours et le rythme, alors que les « conditions objectives » d'un dépassement du capitalisme n'étaient pas réunies : au lieu d'avoir la sagesse « d'autolimiter » leur projet, les dirigeants bolcheviques auraient été les agents actifs de ce contretemps.

Un véritable élan révolutionnaire

La Révolution russe n'est pas le résultat d'une conspiration mais l'explosion, dans le contexte de la guerre, des contradictions accumulées par le conservatisme autocratique du régime tsariste. La Russie, au début du siècle, est une société bloquée, un cas exemplaire de « développement inégal et combiné », un pays à la fois dominant et dépendant, alliant

les traits féodaux d'une campagne où le servage est officiellement aboli depuis moins d'un demi-siècle, et les traits du capitalisme industriel urbain le plus concentré. Grande puissance, elle est subordonnée technologiquement et financièrement (l'emprunt russe de divertissante mémoire !). Le cahier de doléances présenté par le pape Gapone lors de la révolution de 1905 est un véritable registre de la misère qui règne au pays des tsars. Les tentatives de réformes sont vite bloquées par le conservatisme de l'oligarchie, l'entêtement du despote et l'inconsistance d'une bourgeoisie bousculée par le mouvement ouvrier naissant. Les tâches de la révolution démocratique reviennent ainsi à une sorte de tiers-état dans lequel, à la différence de la Révolution française, le prolétariat moderne, bien que minoritaire, constitue déjà l'aile marchante dynamique.

C'est en tout cela que la « sainte Russie » peut représenter « le maillon faible » de la chaîne impérialiste. L'épreuve de la guerre met le feu à cette poudrière.

Le développement du processus révolutionnaire, entre février et octobre 1917, illustre bien qu'il ne s'agit pas d'une conspiration minoritaire d'agitateurs professionnels, mais de l'assimilation accélérée d'une expérience politique à une échelle de masse, d'une métamorphose des consciences, d'un déplacement constant des rapports de forces. Dans sa magistrale *Histoire de la Révolution russe*⁹, Trotski analyse minutieusement cette radicalisation, d'élection syndicale en élection syndicale, d'élection municipale en élection municipale, chez les ouvriers, les soldats et les paysans. Alors que les bolcheviques ne représentaient que 13 % des délégués au congrès des soviets de juin, les choses changent rapidement après les journées de juillet et la tentative de putsch de Kornilov : ils représentent entre 45 % et 60 % en octobre, lors du II^e Congrès.

Loin d'un coup de main réussi par surprise, l'insurrection représente donc l'aboutissement et le dénouement provisoire d'une épreuve de force qui a mûri tout au long de l'année, au cours de laquelle l'état d'esprit des masses plébéiennes s'est toujours trouvé à gauche des partis et de leurs états-majors, non seulement ceux des socialistes-révolutionnaires [SR], mais ceux mêmes du Parti bolchevique ou d'une partie de la direction (jusques et y compris sur la décision de l'insurrection).

Les historiens conviennent généralement que l'insurrection d'Octobre fut le dénouement, guère plus violent que la prise de la Bastille, d'une année de décomposition de l'ancien régime. C'est pourquoi, comparativement aux violences que nous avons connues depuis, elle fut peu coûteuse en vies humaines. Cette « facilité » relative de la prise insurrectionnelle du pouvoir par les bolcheviques illustre l'impuissance de la bourgeoisie russe entre février et octobre, son incapacité à remettre sur pied un État et à édifier sur les ruines du tsarisme un projet de nation moderne. Le choix n'était plus dès lors entre la révolution et la démocratie sans phrases, mais entre deux solutions autoritaires, la révolution et la dictature militaire de Kornilov ou d'un quelconque semblable.

Si l'on entend par révolution un élan de transformation venu d'en bas, des aspirations profondes du peuple, et non point l'accomplissement de quelque plan mirifique imaginé par une élite éclairée, nul doute que la Révolution russe en fut une, au plein sens du terme, à partir des besoins fondamentaux de la paix et de la terre. Il suffit de revoir les mesures législatives prises dans les premiers mois et la première année par le nouveau régime pour comprendre qu'ils signifient un bouleversement radical des rapports de propriété et de pouvoir, parfois plus rapide que prévu et voulu, parfois au-delà même du souhaitable, sous la pression des circonstances. De nombreux livres témoignent de cette cassure dans l'ordre du monde (voir les Dix jours qui ébranlèrent le monde, de John Reed¹⁰) et de son retentissement international immédiat (cf. *La Révolution d'Octobre et le mouvement*

Marc Ferro souligne qu'il n'y eut sur le moment pas grand monde pour regretter le régime du tsar et pour en pleurer le dernier despote¹². Il insiste au contraire sur le renversement du monde si caractéristique d'une authentique révolution, jusque dans les détails de la vie quotidienne : à Odessa, les étudiants dictent aux professeurs un nouveau programme d'histoire ; à Petrograd, des travailleurs obligent leurs patrons à apprendre « le nouveau droit ouvrier » ; à l'armée, des soldats invitent l'aumônier à leur réunion pour « donner un sens nouveau à sa vie » ; dans certaines écoles, les petits revendiquent le droit à l'apprentissage de la boxe pour se faire entendre et respecter des grands...

L'épreuve de la guerre civile

Cet élan révolutionnaire initial opère encore, malgré les conditions désastreuses, pendant la guerre civile à partir de l'été 1918. Dans sa contribution, Nicolas Werth énumère de manière documentée toutes les forces que dut affronter le nouveau régime : non seulement les armées blanches de Koltchak et Dénikine, non seulement l'intervention étrangère franco-britannique, mais encore les soulèvements paysans massifs contre les réquisitions et les émeutes ouvrières contre le rationnement. On ne voit guère, à le lire, d'où le pouvoir révolutionnaire a pu tirer la force de vaincre d'aussi puissants adversaires. Il semble que ce soit par le seul effet de la terreur minoritaire et l'enrôlement dans les tchékas¹³ d'un lumpenprolétariat prêt à tout. L'explication est trop courte pour rendre compte de l'organisation, en quelques mois, de l'Armée rouge et de ses victoires. Il est plus réaliste de donner à la guerre civile sa pleine portée et d'admettre que s'y opposent sans merci des forces sociales antagoniques.

Selon les auteurs du *Livre noir*, la guerre civile aurait été voulue par les bolcheviques, et la terreur mise en place à partir de l'été 1918 serait la matrice originelle de tous les crimes commis depuis au nom du communisme. L'histoire réelle, faite de conflits, de luttes, d'incertitudes, de victoires et de défaites est irréductible à cette sombre légende de l'auto-développement du concept, où l'idée engendrerait le monde.

La guerre civile n'a pas été *voulue* mais *prévue*. C'est plus qu'une nuance. Toutes les révolutions depuis la Révolution française avaient inculqué cette douloureuse leçon : les mouvements d'émancipation se heurtent à la réaction conservatrice ; la contre-révolution suit la révolution comme son ombre, en 1792, lorsque les troupes de Brunswick marchent sur Paris, en 1848 lors des massacres de juin (sur la férocité bourgeoise d'alors qu'on relise Michelet, Flaubert ou Renan), lors de la Semaine sanglante de 1871. La règle depuis ne s'est jamais démentie, du *pronunciamento* franquiste de 1936 au coup d'État de Suharto (qui a fait 500 000 morts en 1965 en Indonésie) ou à celui de Pinochet au Chili en 1973. Pas plus que les révolutionnaires français en 1792, les révolutionnaires russes n'ont déclaré la guerre civile. Ils n'ont pas appelé les troupes françaises et britanniques à intervenir pour les renverser ! Dès l'été 1918, rappelle Nicolas Werth, les armées blanches étaient solidement établies sur trois fronts et les bolcheviques « ne contrôlaient plus guère qu'un territoire réduit à la Moscovie historique ». Les dispositions de la terreur sont prises en août-septembre 1918, lorsque l'agression étrangère et la guerre civile ont commencé. De même, dans la Révolution française, Danton proclame la terreur pour canaliser la terreur populaire spontanée qui éclate avec les massacres de septembre devant la menace que fait peser sur Paris l'avancée des troupes coalisées de Brunswick.

Nicolas Werth admet donc que la responsabilité dans le déclenchement de la guerre civile n'est pas du côté de la révolution. Si les horreurs de la guerre civile sont dès lors partagées entre « rouges » et « blancs », la matrice de toutes les terreurs à venir résiderait cependant dans une guerre cachée, une guerre dans la guerre, contre la paysannerie. Afin d'inscrire au tableau des crimes du communisme les victimes de la famine de 1921-1922, Nicolas Werth tend parfois à la présenter comme le résultat d'un choix d'extermination délibéré de la paysannerie. Les documents sur la répression des villages sont souvent accablants. Mais est-il possible pour autant de dissocier les deux problèmes, celui de la guerre civile et celui de la question agraire ?

Pour faire front à l'agression, l'Armée rouge a dû mobiliser en quelques mois quatre millions de combattants qu'il a fallu équiper et nourrir. En deux ans, Petrograd et Moscou ont perdu plus de la moitié de leur population. L'industrie dévastée ne produisait plus rien. Dans ces conditions, pour nourrir les villes et l'armée, quelle autre solution que les réquisitions ? Sans doute peut-on imaginer d'autres formes, tenir compte, avec le recul du temps, de la logique propre d'une police politique, des dangers d'arbitraire bureaucratique exercé par des tyranneaux improvisés. Mais c'est une discussion concrète, en termes de choix politiques, d'alternatives imaginables devant des épreuves réelles et non de jugements abstraits.

À l'issue de la guerre civile, ce n'est plus la base qui porte le sommet, mais la volonté du sommet qui s'efforce d'entraîner la base. D'où la mécanique de la substitution : le parti se substitue au peuple, la bureaucratie au parti, l'homme providentiel à l'ensemble. Au cours de ce processus, émerge une nouvelle bureaucratie, fruit de l'héritage de l'ancien régime et de la promotion sociale accélérée de nouveaux dirigeants. Après le recrutement massif de la « promotion Lénine » en 1924, les quelques milliers de militants d'Octobre ne pèsent plus très lourd dans les effectifs du parti par rapport aux centaines de milliers de nouveaux bolcheviques, parmi lesquels les carriéristes volant au secours de la victoire et les éléments recyclés de la vieille administration.

Le lourd héritage de la guerre civile

La guerre civile constitue une terrible expérience fondatrice. Elle crée une accoutumance blasée aux formes les plus extrêmes et inhumaines d'une violence qui s'ajoute aux déchaînements de la guerre mondiale. Elle forge un héritage de brutalité bureaucratique, dont Lénine prendra conscience à l'occasion de la crise avec les communistes géorgiens, et dont Trotski rend compte dans son *Staline*¹⁴. Le « Testament de Lénine » et le « Journal de ses secrétaires » témoignent, à son agonie, de cette conscience pathétique du problème¹⁵. Alors que la révolution est affaire de peuples et de multitudes, Lénine mourant en est réduit à soupeser les vices et les vertus d'une poignée de dirigeants dont presque tout paraît désormais dépendre.

En définitive, la guerre civile a signifié un « grand bond en arrière », une « archaïsation » du pays par rapport au niveau de développement atteint avant 1914. Elle a laissé le pays exsangue. Sur les quatre millions d'habitants que comptaient Petrograd et Moscou au début de la révolution, il n'en restait que 1,7 million à la fin de la guerre civile. À Petrograd, 380 000 ouvriers ont quitté la production pour 80 000 qui demeurent. Les villes dévastées sont devenues des parasites de l'agriculture, contraignant à des prélèvements autoritaires d'approvisionnement. Et l'Armée rouge atteint un effectif de 4 millions. « Lorsque le

nouveau régime put enfin conduire le pays vers son but déclaré, écrit Moshe Lewin, le point de départ se révéla bien plus arriéré qu'il ne l'aurait été en 1917, pour ne pas dire en 1914. » À travers la guerre civile se forge « un socialisme arriéré » et étatiste, un nouvel État édifié sur des ruines : « En vérité, l'État se formait sur la base d'un développement social régressif »¹⁶.

Là réside la racine essentielle de la bureaucratisation dont certains dirigeants soviétiques, y compris Lénine, prennent assez tôt conscience tout en se désespérant de ne pas parvenir à l'endiguer. Ici, le poids terrible des circonstances et l'absence de culture démocratique cumulent leurs effets. Il ne fait ainsi aucun doute que la confusion entretenue, dès la prise du pouvoir, entre l'État, le parti, et la classe ouvrière, au nom du dépérissement rapide escompté de l'État et de la disparition des contradictions au sein du peuple, favorise considérablement l'étatisation de la société et non pas la socialisation des fonctions étatiques.

L'apprentissage de la démocratie est une affaire longue, difficile. Il ne va pas au même rythme que les décrets de réforme économique, d'autant moins que le pays n'a pratiquement pas de traditions parlementaires et pluralistes. Il réclame du temps, de l'énergie, des moyens aussi. Le bouillonnement dans les comités et les soviets de l'année 1917 illustre les premiers pas d'un tel apprentissage, au cours duquel se dessine une société civile. À l'épreuve de la guerre civile, la solution de facilité consiste à subordonner les organes de pouvoir populaire, conseils et soviets, à un tuteur éclairé : le parti. Pratiquement, elle consiste aussi à remplacer le principe de l'élection et du contrôle des responsables par leur nomination à l'initiative du parti, dès 1918 dans certains cas. Cette logique aboutit enfin à la suppression du pluralisme politique et des libertés d'opinion nécessaires à la vie démocratique, ainsi qu'à la subordination systématique du droit à la force.

L'engrenage est d'autant plus redoutable que la bureaucratisation ne procède pas seulement d'une manipulation d'en haut. Elle répond aussi parfois à une demande d'en bas, à un besoin d'ordre et de tranquillité né des lassitudes de la guerre et de la guerre civile, des privations et de l'usure, que les controverses démocratiques, l'agitation politique, la demande constante de responsabilité dérangent.

Marc Ferro a fort pertinemment souligné dans ses livres cette terrible dialectique. Il rappelle ainsi qu'existaient bel et bien « deux foyers - démocratique-autoritaire à la base, centraliste-autoritaire au sommet », au début de la révolution, alors « qu'il n'y en a plus qu'un en 1939 ». Mais, pour lui, la question est pratiquement réglée au bout de quelques mois, dès 1918 ou 1919, avec le dépérissement ou la mise au pas des comités de quartiers et d'usine¹⁷. Suivant une approche analogue, le philosophe Philippe Lacoue-Labarthe est encore plus explicite en déclarant le bolchevisme « contre-révolutionnaire à partir de 1920-1921 » (soit dès avant Cronstadt)¹⁸.

L'affaire est de toute première importance. Il n'est pas question d'opposer point par point, de manière manichéenne, une légende dorée du « léninisme sous Lénine » au léninisme sous Staline, les années vingt lumineuses aux sombres années trente, comme si rien n'avait encore commencé à pourrir au pays des soviets. Bien sûr la bureaucratisation est immédiatement à l'œuvre, bien sûr l'activité policière de la tchéka a sa logique propre, bien sûr le bain politique des îles Solovki est ouvert après la fin de la guerre civile et avant la mort de Lénine, bien sûr la pluralité des partis est supprimée, la liberté d'expression limitée, les droits démocratiques dans le parti même sont restreints dès le X^e congrès de 1921.

Mais le processus de ce que nous appelons la contre-révolution bureaucratique n'est pas un événement simple, datable, symétrique de l'insurrection d'Octobre. Il ne se fait pas en un jour. Il passe par des choix, des affrontements, des événements. Les acteurs eux-mêmes n'ont cessé de débattre sur sa périodisation, non par goût de la précision historique, mais pour tenter d'en déduire des tâches politiques. Des témoins comme Rosmer, Eastman, Souvarine, Istrati, Benjamin, Zamiatine et Boulgakov (dans leur lettre à Staline), la poésie de Maïakovsky, les tourments de Mandelstam ou de Tsétaïeva, les carnets de Babel, etc., peuvent contribuer à éclairer les multiples facettes du phénomène, son développement, sa progression¹⁹.

Ainsi, alors que la désastreuse répression de Cronstadt fait prendre conscience au printemps 1921 d'une réorientation nécessaire de la politique économique, alors que la guerre civile est victorieusement terminée, les libertés démocratiques sont à nouveau restreintes au lieu d'être élargies : le Xe Congrès du parti interdit alors les tendances et les fractions.

Avec le recul historique, il est nécessaire de revenir sur ces questions de la démocratie représentative, du pluralisme politique, de la censure, de la dissolution de l'Assemblée constituante, pour formuler théoriquement les problèmes auxquels se sont heurtés les pionniers du socialisme et pour en méditer les leçons. Il ne fait aucun doute que l'héritage du tsarisme, les quatre années de boucherie mondiale pendant lesquelles furent mobilisés plus de quinze millions de soldats russes, les violences et les atrocités de la guerre civile, ont pesé infiniment plus lourd sur l'avenir du régime révolutionnaire que les fautes doctrinales de ses dirigeants, si graves soient-elles.

Dans un article sur « la Révolution et la loi » publié par la *Pravda* du 1^{er} décembre 1917 (!), Anatole Lounatcharski, futur ministre de l'Éducation, commençait par un constat : « Une société n'est pas unifiée comme un tout. » Il fallut bien du temps et des tragédies pour tirer toutes les conséquences de cette petite phrase. Parce qu'une société n'est pas unifiée comme un tout, même après le renversement de l'ordre ancien, on ne saurait prétendre socialiser l'État par décret sans risquer d'étatiser la société. Parce que la société n'est pas unifiée comme un tout, les syndicats doivent rester indépendants par rapport à l'État et aux partis, les partis indépendants par rapport à l'État. Les contradictions entre les intérêts à l'œuvre dans la société doivent pouvoir s'exprimer par une presse indépendante et par une pluralité de formes de représentation. C'est aussi pourquoi l'autonomie de la forme et de la norme juridique doit garantir que le droit ne se réduit pas à l'arbitraire pérennisé de la force.

La défense du pluralisme politique n'est donc pas une question de circonstances, mais une condition essentielle de la démocratie socialiste. C'est la conclusion que Trotski tire de l'expérience dans *La Révolution trahie* : « À la vérité les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à des fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis »²⁰. Cela veut dire que la volonté collective ne peut s'exprimer qu'à travers un processus électoral libre, quelles que soient ses formes institutionnelles, combinant démocratie participative directe et démocratie représentative.

Sans constituer une garantie absolue contre la bureaucratisation et les dangers professionnels du pouvoir, des réponses et des orientations peuvent cependant être dégagées de l'expérience.

- La distinction des classes, des partis et de l'État, doit se traduire dans la reconnaissance

du pluralisme politique et syndical, comme permettant seul la confrontation de programmes et de choix alternatifs sur toutes les grandes questions de société, et non le simple échange de points de vue émanant des instances locales de pouvoir.

- Une forme de démocratie combinant conseils de production et conseils territoriaux, avec une expression directe et un droit de contrôle, non seulement des partis, mais des syndicats, associations, mouvements de femmes.
- La responsabilité et la révocabilité des élus par leurs mandats effectifs, et non un mandat impératif qui bloquerait toute fonction délibérative des assemblées élues.
- La limitation du cumul et du renouvellement des mandats électifs et la limitation du salaire de l'élue(e) au niveau de l'ouvrier(e) qualifié(e) ou de l'employé(e) des services publics, afin de restreindre la personnalisation et la professionnalisation du pouvoir.
- La décentralisation du pouvoir et la redistribution des compétences au niveau local, régional, ou national le plus proche des citoyens, avec le droit de veto suspensif des instances inférieures sur les décisions les affectant directement et le recours possible aux référendums d'initiative populaire.

Une démocratie des producteurs librement associés est parfaitement compatible avec l'exercice du suffrage universel. Conseils communaux ou assemblées populaires territoriales peuvent être formés de représentants des unités de travail et d'habitation et soumettre toute décision importante au vote des populations concernées.

Des expériences récentes, celle de la Pologne en 1980-1981, celle du Nicaragua en 1984 ont mis à l'ordre du jour la possibilité d'un système à deux chambres, l'une élue directement au suffrage universel, l'autre représentant directement les ouvriers, les paysans, plus largement les différentes formes associatives du pouvoir populaire. Cette réponse (qui peut inclure dans les États plurinationaux une chambre des nationalités) satisfait théoriquement à la fois l'exigence d'élections générales et le souci de la démocratie populaire la plus directe possible. Elle permet de ne pas confondre par décret la réalité de la société et la sphère de l'État, appelée à dépérir au fur et à mesure que s'épanouit, s'étend et se généralise l'autogestion.

Ces grandes orientations résument les leçons d'une histoire douloureuse. Elles ne constituent ni une arme absolue contre les dangers professionnels du pouvoir ni une recette pour chaque situation concrète. On peut discuter rétrospectivement des conséquences de la dissolution de l'Assemblée constituante par les bolcheviques, de la représentativité respective de cette Assemblée et du Congrès des soviets à la fin de 1917, de savoir s'il n'eût pas été préférable de maintenir durablement une double forme de représentation (sorte de dualité prolongée de pouvoir). On peut également se demander s'il n'eût pas fallu organiser dès la fin de la guerre civile des élections libres, au risque, dans un contexte de destruction et de pression internationale, de voir les Blancs militairement vaincus prendre le dessus. Chaque situation particulière dépend de rapports de force spécifiques, nationaux et internationaux. Toute l'expérience historique en revanche confirme l'avertissement lancé par Rosa Luxemburg dès 1918 : « Sans élections générales, sans une liberté de la presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiolle dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie demeure le seul élément actif »²¹. La démocratie la plus large est inséparablement une question de liberté et une condition d'efficacité économique : elle peut seule permettre une supériorité de la planification autogestionnaire sur les automatismes du marché.

Volonté de puissance ou contre-révolution bureaucratique ?

Le sort de la première révolution socialiste, le triomphe du stalinisme, les crimes de la bureaucratie totalitaire constituent l'un des faits majeurs du siècle.

Pour certains, le principe du mal résiderait dans un mauvais fond de la nature humaine, dans une irrépressible volonté de puissance qui peut se manifester sous différents masques, y compris celui de la prétention à faire le bonheur des peuples malgré eux, de leur imposer les schémas préconçus d'une cité parfaite.

L'objectif polémique du *Livre noir* consiste à établir une stricte continuité entre Lénine et Staline, en ruinant « la vieille légende de la révolution d'Octobre trahie par Staline » : « Les horreurs du stalinisme sont consubstantielles au léninisme » (Jacques Amalric) ; « L'impulsion criminelle précoce revient à Lénine » (Éric Conan, *L'Express*, novembre 1997). Faute d'avoir poussé la critique de son propre passé jusqu'à un examen rigoureux de la périodisation de la Révolution russe, des orientations qui se sont affrontées tout au long des années vingt et des années trente, des responsables du PCF se contentent pour leur part d'une autocritique vague et se laissent aller à parler des crimes du stalinisme comme du « prolongement tragique » de l'événement révolutionnaire (Claude Cabanes, *L'Humanité*, novembre 1997). Si un destin implacable, porteur de tels désastres, était en marche dès le premier jour, pourquoi se prétendre encore communiste ?

Les années vingt : « pause » ou bifurcation ?

Malgré la réaction bureaucratique, qui commence très tôt à « glacer la révolution », malgré les pénuries et l'arriération culturelle, l'élan révolutionnaire initial se fait encore sentir tout au long des années vingt, dans les tentatives pionnières sur le front de la transformation du mode de vie : réformes scolaires et pédagogiques, législation familiale, utopies urbaines, invention graphique et cinématographique. C'est encore lui qui permet d'expliquer les contradictions et les ambiguïtés de « la grande transformation » opérée dans la douleur pendant l'entre-deux-guerres, où se mêlent encore la terreur bureaucratique et l'énergie de l'espérance révolutionnaire. Ce ne fut pas la moindre des difficultés pour prendre conscience du sens et de la portée historique du phénomène.

Il importe donc de saisir, dans l'organisation sociale, dans les forces qui s'y constituent et s'y opposent, les racines et les ressorts profonds de ce qu'on a parfois appelé « le phénomène stalinien ». Le stalinisme, dans des circonstances historiques concrètes, renvoie à une tendance plus générale à la bureaucratisation, à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes. Elle est nourrie fondamentalement par l'essor de la division sociale du travail (entre travail manuel et intellectuel notamment), et par « les dangers professionnels du pouvoir » qui lui sont inhérents. En Union soviétique, cette dynamique a été d'autant plus forte et rapide que la bureaucratisation s'est produite sur un fond de destruction, de pénurie, d'archaïsme culturel, en l'absence de traditions démocratiques.

Dès l'origine, la base sociale de la révolution était à la fois large et étroite. Large dans la mesure où elle reposait sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans qui constituaient

l'écrasante majorité sociale. Étroite dans la mesure où sa composante ouvrière, minoritaire, fut vite laminée par les dégâts de la guerre et les pertes de la guerre civile. La brutalité bureaucratique est proportionnelle à la fragilité de sa base sociale. Elle est constitutive de sa fonction parasitaire.

Il n'en demeure pas moins une rupture, une discontinuité irréductible, dans la politique intérieure comme dans la politique internationale, entre le début des années vingt et les terribles années trente. Les tendances autoritaires ont certes commencé à prendre le dessus bien avant. Obsédés par « l'ennemi principal » (bien réel au demeurant) de l'agression impérialiste et de la restauration capitaliste, les dirigeants bolcheviques ont commencé par ignorer ou sous-estimer « l'ennemi secondaire », la bureaucratie qui les minait de l'intérieur et finit par les dévorer. Ce scénario inédit était difficile à imaginer. Il fallut du temps pour le comprendre, l'interpréter, pour en tirer les conséquences. Si Lénine a sans doute perçu le signal d'alarme qu'a signifié la crise de Cronstadt, au point d'impulser une profonde réorientation économique, ce n'est que bien plus tard, dans La Révolution trahie, que Trotski parviendra à fonder en principe le pluralisme politique sur l'hétérogénéité du prolétariat lui-même, y compris après la prise du pouvoir.

La plupart des témoignages et des documents sur l'Union soviétique ou sur le Parti bolchevique lui-même²² ne permettent pas d'ignorer, dans l'étroite combinaison de rupture et de continuité, le grand tournant des années trente. La rupture l'emporte de loin, attestée par des millions et des millions de morts de faim, de déportés, de victimes des procès et des purges. Il a fallu le déchaînement d'une telle violence pour parvenir au « congrès des vainqueurs » de 1934 et à la consolidation du pouvoir bureaucratique.

Le grand tournant

Entre la terreur de la guerre civile et la grande terreur des années trente, Nicolas Werth privilégie la continuité. Il doit pour cela relativiser la signification des années vingt, les choix qui s'y présentent, les conflits d'orientation au sein du parti, les réduire à une simple « pause » ou « trêve » entre deux poussées terroristes. Il apporte pourtant lui-même les éléments qui témoignent d'un changement (quantitatif) de l'échelle répressive et d'un changement (qualitatif) de son contenu. En 1929, le plan de « collectivisation de masse » fixe l'objectif de treize millions d'exploitations à collectiviser de force. L'opération provoque les grandes famines et les déportations de masse de 1932-1933 : « Le printemps de 1933 marqua sans doute l'apogée d'un premier grand cycle de terreur qui avait débuté à la fin de 1929 avec le lancement de la dékoulakisation »²³. Après l'assassinat de Kirov (dirigeant du parti à Petrograd), commence en 1934 le deuxième grand cycle, marqué par les grands procès et surtout par la « grande purge » (*iejovschina*) de 1936-1938, dont le nombre de victimes est évalué à 690 000. La collectivisation forcée et l'industrialisation accélérée entraînent un déplacement massif de populations, une « ruralisation » des villes et une massification vertigineuse du Goulag.

Au fil du processus, la législation répressive se développe et se renforce. En juin 1929, en même temps que la collectivisation de masse, est mise en place une réforme capitale du système de détention : les détenus condamnés à des peines de plus de trois ans seront désormais transférés dans les camps de travail. Devant l'importance incontrôlable des migrations intérieures, une décision de décembre 1932 introduit les passeports intérieurs. Quelques heures après l'assassinat de Kirov, Staline rédige un décret connu comme « loi du

1^{er} décembre 1934 » légalisant les procédures expéditives et fournissant l'instrument privilégié de la grande terreur.

Au-delà de l'écrasement des mouvements populaires urbains et ruraux, cette terreur bureaucratique liquide ce qui subsiste de l'héritage d'Octobre. On sait que les procès et les purges ont taillé des coupes claires dans les rangs du parti et de l'armée. La plupart des cadres et des dirigeants de la période révolutionnaire sont déportés ou exécutés. Sur les 200 membres du comité central du Parti communiste ukrainien, il n'y eut que trois survivants. Dans l'armée, le nombre des arrestations atteignit plus de 30 000 cadres sur 178 000. Parallèlement, l'appareil administratif requis pour cette entreprise répressive et pour la gestion d'une économie étatisée explose. D'après Moshe Lewin, le personnel administratif est alors passé de 1 450 000 membres en 1928 à 7 500 000 en 1939, l'ensemble des cols blancs de 3 900 000 à 13 800 000. La bureaucratie n'est pas un vain mot. Elle devient une force sociale : l'appareil bureaucratique d'État dévore ce qu'il restait de militants dans le parti.

Cette contre-révolution fait également sentir ses effets dans tous les domaines, tant celui de la politique économique (collectivisation forcée et développement à grande échelle du Goulag), de la politique internationale (en Chine, en Allemagne, en Espagne), de la politique culturelle (voir le livre de Varlam Chalamov, *Les Années vingt*²⁴, qui souligne le contraste entre ces années encore effervescentes et les terribles années trente), de la vie quotidienne avec ce que Trotski a appelé le « thermidor au foyer », de l'idéologie (avec la cristallisation d'une orthodoxie d'État, codification du « diamat » – matérialisme dialectique – et rédaction d'une Histoire officielle du parti).

Il faut appeler un chat un chat, et une contre-révolution une contre-révolution, autrement massive, autrement visible, autrement déchirante que les mesures autoritaires, si inquiétantes soient-elles, prises dans le feu de la guerre civile. Nicolas Werth, quant à lui, est tiraillé entre la reconnaissance de ce qu'il y a de radicalement nouveau dans ces années trente et sa volonté d'établir une continuité entre la promesse révolutionnaire d'Octobre et la réaction stalinienne triomphante. Il parle ainsi « d'épisode décisif » dans la mise en place du système répressif ou « d'ultime épisode de l'affrontement commencé en 1918-1922 »²⁵. Épisode ou tournant décisif, il faut choisir.

Le parti pris de la continuité conduit à sauter par-dessus les années vingt, leurs controverses et leurs enjeux, comme s'il s'agissait d'une simple parenthèse. Le récit linéaire de la répression sort alors de son contexte. Il relègue dans un arrière-plan diffus les conflits autour de choix cruciaux, tant en matière de politique internationale (orientation durant la révolution chinoise, attitude devant la montée du nazisme, oppositions sur la guerre d'Espagne), qu'en matière de politique intérieure (opposition tant trotskiste que boukharinienne à la collectivisation forcée, alternatives économiques et sociales proposées au nom d'une autre idée... du communisme !).

Contre-révolution et restauration

L'idée de contre-révolution trouble certains sous prétexte qu'elle n'aboutit pas au rétablissement de la situation antérieure. Le temps historique n'est pas réversible comme celui de la physique mécanique. Le film ne tourne pas à l'envers. Après Thermidor, Joseph de Maistre, idéologue conservateur sous la révolution et bon connaisseur en matière de

réaction, notait déjà finement qu'une contre-révolution n'est pas une révolution en sens contraire, mais le contraire d'une révolution. Les deux processus ne sont pas symétriques. Une contre-révolution peut ainsi produire du nouveau et de l'inédit. Ce fut le cas dans l'Allemagne bismarckienne après l'échec des révolutions de 1848. De même, Thermidor n'est pas encore la Restauration. L'empire constitue une longue zone grise où se mêlent les aspirations révolutionnaires et la consolidation d'un ordre nouveau.

C'est dans cette zone grise analogue que se sont égarés nombre de militants communistes sincères, impressionnés par les succès de la « patrie du socialisme » sans en connaître ou sans en mesurer le coût. On savait beaucoup à condition de le vouloir, même si on ne savait pas tout, dans les années trente sur la terreur stalinienne. Il y eut les témoignages de Victor Serge, d'Ante Ciliga, le contre-procès présidé par John Dewey, les témoignages contre la répression des anarchistes et du POUM en Espagne. Mais en ces temps de lutte antifasciste et « d'héroïsme bureaucraté » (selon la formule d'Isaac Deutscher), il fut souvent difficile de combattre à la fois l'ennemi principal et l'ennemi pas si secondaire, qui défait de l'intérieur. De nombreux acteurs (Jan Valtin, Élisabeth Poretsky, Jules Fourier, Charles Tillon, les survivants de l'Orchestre rouge, et tant d'autres) portent témoignage de ces « existences déchirées ».

En effet, l'Union soviétique sous Staline n'était pas celle de la stagnation brejnévienne. Elle se transformait à toute allure, sous le knout d'une bureaucratie entreprenante. Le secret de cette énergie n'est pas sans rapport avec celui de l'énergie napoléonienne qui fascina Chateaubriand : « Si les bulletins, les discours, les allocutions, les proclamations de Bonaparte se distinguent par l'énergie, cette énergie ne lui appartenait point en propre ; elle était de son temps, elle venait de l'inspiration révolutionnaire qui s'affaiblit dans Bonaparte, parce qu'il marchait à l'inverse de cette aspiration »²⁶. Ce n'est du reste pas la seule analogie frappante entre les deux personnages : « La Révolution qui était la nourrice de Napoléon ne tarda pas à lui apparaître comme une ennemie. Il ne cessa de la battre »²⁷.

Jamais aucun pays au monde n'aura connu une métamorphose aussi brutale que l'Union soviétique des années trente, sous la poigne d'une bureaucratie pharaonique : entre 1926 et 1939, les villes vont grossir de 30 millions d'habitants et leur part dans la population globale passer de 18 % à 33 % de la population ; pendant le seul premier plan quinquennal, leur taux de croissance est de 44 %, soit pratiquement autant qu'entre 1897 et 1926 ; la force de travail salariée fait plus que doubler (elle passe de 10 à 22 millions) ; ce qui signifie la « ruralisation » massive des villes, un effort énorme d'alphabétisation et d'éducation, l'imposition à marche forcée d'une discipline du travail. Cette grande transformation s'accompagne d'une renaissance du nationalisme, d'un essor du carriérisme, de l'apparition d'un nouveau conformisme bureaucratique. Dans ce grand remue-ménage, ironise Moshe Lewin, la société était en un certain sens « sans classe » car toutes les classes étaient informes, en fusion²⁸.

À la question essentielle de Mikhaïl Guefter – une « marche continue » entre Octobre et le Goulag, ou « deux mondes politiques et moraux distincts » – l'analyse de la contre-révolution stalinienne apporte une réponse claire. La périodisation de la révolution et de la contre-révolution russes n'est pas une pure curiosité historique. Elle commande des positions, des orientations et des tâches politiques : avant, on peut parler d'erreurs à redresser, d'orientations alternatives dans un même projet ; après, ce sont des forces et des projets qui s'opposent, des choix organisationnels. Il ne s'agit pas d'une querelle de famille permettant d'exhiber a posteriori les victimes d'hier comme preuve d'un « pluralisme communiste » réunissant victimes et bourreaux. La périodisation rigoureuse

permet ainsi, pour reprendre la formule de Guefter, à la « conscience historique de pénétrer dans le champ politique ».

Une révolution « prématurée » ?

Depuis la chute de l'Union soviétique, une thèse a repris vigueur : celle selon laquelle la révolution aurait été d'emblée une aventure condamnée parce que prématurée. C'est celle que défend Henri Weber dans une tribune du Monde (14 novembre 1997). Cette thèse trouve son origine très tôt, dans le discours des mencheviques russes eux-mêmes et dans les analyses de Kautsky, dès 1921 : bien du sang, des larmes et des ruines, écrit-il alors, auraient été épargnés « si les bolcheviques avaient possédé le sens menchevique de l'autolimitation à ce qui est accessible, en quoi se révèle le maître »²⁹.

La formule est révélatrice. Kautsky polémique contre l'idée d'un parti d'avant-garde, mais imagine volontiers un parti-maître, éducateur et pédagogue, capable de régler à sa guise la marche et le rythme de l'Histoire. Comme si les luttes et les révolutions n'avaient pas aussi leur logique propre. À vouloir les autolimiter lorsqu'elles se présentent, on a tôt fait de passer du côté de l'ordre établi. Il ne s'agit plus alors « d'auto-limiter » les objectifs du parti, mais de limiter tout court les aspirations des masses. En ce sens, les sociaux-démocrates, les Ebert et les Noske, en assassinant Rosa Luxemburg et en écrasant les soviets de Bavière se sont illustrés comme des virtuoses de « l'autolimitation ».

La prise du pouvoir en octobre 1917 résulte de l'incapacité depuis février des bourgeois libéraux et des réformistes d'apporter une réponse à la crise de la société et de l'État. À la question « Y avait-il le choix en 1917 ? », la réponse de Mikhaïl Guefter paraît autrement féconde et convaincante que la thèse de la « prématurité » : « La question est cardinale. Ayant beaucoup réfléchi à ce problème, je peux me permettre une réponse catégorique : il n'y avait pas le choix. Ce qui a été accompli alors était l'unique solution s'opposant à un remaniement infiniment plus sanglant, à une débâcle privée de sens. Le choix s'est posé après. Un choix ne portant pas sur le régime social, sur la voie historique à emprunter, mais devant être effectué à l'intérieur de cette voie. Ni variantes (le problème était plus vaste) ni marches à gravir pour atteindre le sommet, mais un embranchement, des embranchements »³⁰.

Ces embranchements, ces bifurcations n'ont cessé en effet de se présenter et de susciter des réponses différentes et opposées : en 1923, devant l'Octobre allemand, sur la Nep [Nouvelle politique économique], sur la collectivisation forcée, sur l'industrialisation accélérée et les formes de planification, sur la démocratie dans le pays et dans le parti, sur la montée du fascisme, sur la guerre d'Espagne, sur le pacte germano-soviétique. Sur chacune de ces épreuves, des propositions, des programmes, des orientations se sont affrontés, attestant d'autres choix et d'autres développements possibles.

En vérité, la thèse de la prématurité conduit inéluctablement à l'idée d'une histoire bien ordonnée, réglée, comme une horloge, où tout vient à son heure, juste à temps. Elle retombe dans les platitudes d'un strict déterminisme historique, si souvent reproché aux marxistes, où l'état de l'infrastructure détermine étroitement la superstructure correspondante. Elle élimine tout simplement le fait que l'histoire n'a pas la force d'un destin, est trouée d'événements qui ouvrent un éventail de possibilités, non toutes certes, mais un horizon déterminé de possibilités.

À lire aujourd'hui les auteurs du *Livre noir*, on a l'impression que les bolcheviques, une fois réussi le coup de main d'Octobre, se seraient accrochés à tout prix au pouvoir pour le pouvoir. C'est oublier qu'ils n'ont jamais pensé la Révolution russe comme une aventure solitaire, mais comme le premier élément d'une Révolution européenne et mondiale. Si Lénine, dit-on, a dansé dans la neige au 73^e jour de la prise du pouvoir, c'est qu'il n'espérait pas, initialement, tenir plus longtemps que la Commune. L'avenir de la révolution dépendait à ses yeux de l'extension de la révolution à l'échelle européenne et en Allemagne notamment.

Les convulsions qui ont ébranlé, entre 1918 et 1923, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, indiquent une véritable crise européenne. Les échecs de la Révolution allemande ou de la guerre civile espagnole, les développements de la Révolution chinoise, la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne n'étaient pas écrits d'avance. Les révolutionnaires russes ne sont tout de même pas responsables des démissions et des lâchetés des sociaux-démocrates français et allemands.

À partir de 1923, il devint clair qu'ils ne pouvaient plus compter à court terme sur une extension de la révolution en Europe. Une réorientation radicale s'imposait. Elle fut l'enjeu de l'affrontement entre les thèses du « socialisme dans un seul pays » et celles de « la révolution permanente », qui déchira le parti au milieu des années vingt.

Sans contester la légitimité initiale de la Révolution russe, certains estiment donc qu'elle reposait sur un pronostic erroné et sur un pari impossible. Il ne s'agissait pourtant pas d'une prédiction, mais d'une orientation visant à éliminer les causes de la guerre en renversant le système qui l'avait engendrée. L'onde de choc à l'issue de la guerre a bien été confirmée, de 1918 à 1923. Après l'échec de l'Octobre allemand, en revanche, la situation était durablement stabilisée. Que faire alors ? Chercher à gagner du temps sans l'illusion de pouvoir « construire le socialisme dans un seul pays », qui plus est ruiné ? C'est tout l'enjeu des discussions et des luttes des années vingt. C'est toute la dimension politique de la question, le vif du sujet. Sur le plan économique et social, la Nep apporta un élément de réponse, mais il aurait fallu pour l'appliquer un personnel autrement cultivé que celui formé aux méthodes expéditives du communisme de guerre. Sur le plan politique, il eût fallu une orientation démocratique, cherchant une légitimation majoritaire par l'expression électorale d'un pluralisme soviétique. Sur le plan international, il eût fallu une politique internationaliste qui ne subordonne pas, à travers le Komintern, les différents partis communistes et leur politique aux intérêts de l'État soviétique. Ces choix ont été, au moins partiellement, posés. Ils n'ont pas pris la forme de discussions paisibles mais d'affrontements impitoyables.

Les vaincus de ces luttes n'avaient pas tort. Car, si l'on tient volontiers la comptabilité macabre des révolutions, on évalue plus difficilement le coût des révolutions avortées ou écrasées : la non-révolution allemande de 1918-1923 et la révolution espagnole vaincue de 1937 ne sont pas sans rapport avec la victoire du nazisme et les désastres de la Seconde Guerre mondiale.

Pour établir les responsabilités réelles ; périodiser l'histoire autour des grandes alternatives politiques, c'est ce fil qu'il faut reprendre et réexaminer. Parler simplement de révolution prématurée revient au contraire à énoncer un jugement de tribunal historique, au lieu de saisir la logique interne du conflit et des politiques qui s'y affrontent. Car les défaites ne sont pas plus des preuves d'erreur que les victoires ne sont des preuves de vérité : « Si le succès était réputé l'innocence ; si, débauchant jusqu'à la postérité, il la chargeait de ses chaînes ; si, esclave future, engendrée d'un passé esclave, cette postérité subornée

devenait la complice de quiconque aurait triomphé, où serait le droit, où serait le prix des sacrifices ? Le bien et le mal n'étant plus que relatifs, toute moralité s'effacerait des actions humaines »³¹.

S'il n'y a pas de jugement dernier en histoire, il importe que soit tracée pas à pas, devant chaque grand choix, chaque grande bifurcation, la piste d'une autre histoire possible. C'est ce qui préserve l'intelligibilité du passé et permet d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Ce qui, en dix jours, a ébranlé le monde ne saurait être effacé. La promesse d'humanité, d'universalité, d'émancipation qui s'est fait jour dans le feu éphémère de l'événement est bien « trop mêlée aux intérêts de l'humanité » pour qu'elle puisse s'oublier. Dépositaires et responsables d'un héritage que le conformisme menace, nous avons la charge de susciter les circonstances où elle pourra être « remise en mémoire ».

Dossier Rouge n° 1755, 1997. Ce texte est également disponible sur [le site Daniel Bensaïd](#).

Index des noms cités

- *Vladimir Maïakovski*, poète, chantre de la révolution. Il engage une critique de la bureaucratie. Désespéré, il se suicide en 1930.
- *Adolf Abramovitch Joffé* a joué au cours de la révolution un rôle de premier plan aux côtés de Lénine. Il représente le pouvoir bolchevik à Berlin puis Tokyo. Ami de Trotski, il est arrêté et déporté, il se suicide en 1927, laissant une lettre d'adieu à Trotski.
- *Kurt Tucholsky*, écrivain allemand, qui critique violemment le nationalisme et le militarisme. Ses livres sont brûlés par les nazis, qui le déchoient de sa nationalité. Réfugié en Suède, il se suicide en 1935.
- *Walter Benjamin*, écrivain et philosophe de premier plan. Fuyant la barbarie nazie, il veut quitter la France pour se réfugier aux États-Unis ; bloqué à la frontière espagnole, il se suicide le 26 septembre 1940.
- *Sukarno*, premier président de l'Indonésie indépendante (1945-1967). Il sera écarté du pouvoir par le général Suharto, son ministre de la Guerre, en 1967.
- Suharto, ministre de la Guerre de Sukarno, il engage en 1965 une élimination sanglante des communistes (plusieurs centaines de milliers de morts).
- *Alfred Rosmer*, collaborateur de la *Vie ouvrière* et responsable du PC. Lié à Trotski à partir de 1915, il est exclu du PC en 1924. Il collaborera à la *Révolution prolétarienne*, puis à *La Vérité*, hebdomadaire de l'opposition de gauche trotskiste française, fondé en 1929.
- *Max Eastman*, intellectuel américain éminent. Il se lie à Trotski, en 1922, à Moscou.
- *Boris Souvarine*, un des animateurs du Comité de la III^e Internationale, délégué du PC à l'IC. En 1924 il prend position en faveur de Trotski et est exclu du PC. Auteur d'un gros ouvrage critique sur Staline.

- *Panait Istrati*³², écrivain roumain. Après un voyage en URSS en 1929, il écrit une vive critique du régime (*Vers l'autre flamme*).

- *Boris Zamiatine*, romancier russe, émigré en 1931 avec l'autorisation de Staline.

- *Mikhaïl Boulgakov*, écrivain russe, dont l'œuvre ne sera publiée en majeure partie qu'après la mort de Staline.

- *Ossip Mandelstam*, poète russe, arrêté en 1933, déporté, exilé, puis à nouveau déporté, il meurt en 1937 dans un camp de transit.

- *Anna Tsétaïeva*, écrivain et poète, se suicide en 1941 après son retour en URSS.

- *Isaac Babel*, romancier, auteur du récit *La Cavalerie rouge*³³, est exécuté en 1941. Il sera réhabilité en 1954.

- *Joseph de Maistre*, homme politique et écrivain. Il émigre en 1793. Monarchiste, il a écrit *Considérations sur la France*³⁴ (1796) et *Du Pape*³⁵ (1819).

- *Victor Serge*, militant révolutionnaire, membre de l'opposition de gauche. Écrivain, auteur de nombreux récits et romans.

- *Ante Ciliga*, membre du CC du PC yougoslave et du Komintern. Il va en URSS en 1928 et devient oppositionnel de gauche. Arrêté, déporté en Sibérie, il est expulsé en 1936. Auteur du livre *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*³⁶.

- *John Dewey*, éminent pédagogue et philosophe américain. Rejoint en 1936 le Comité américain pour la défense de Trotski.

références

références

- ↑ **1** François Furet, *Le Passé d'une illusion*, essai sur l'idée communiste au XX^e siècle, Paris, Callmann-Lévy, 1995.
- ↑ **2** Collectif, sous la direction de Stéphane Courtois, *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Callmann-Lévy, 1997.
- ↑ **3** Emmanuel Kant, *Le Conflit des facultés en trois sections*, 1798, Paris, Vrin, 1988 (Bibliothèque des textes philosophiques), 1798.
- ↑ **4** Mikhaïl Guefter, *Staline est mort hier*, L'Homme et la société-Persée, 1987.
- ↑ **5** Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, tome II, *L'impérialisme*, Paris, Seuil, réédition 1984.
- ↑ **6** Se reporter à l'index des noms cités.
- ↑ **7** *Libération*, 6 novembre 1997
- ↑ **8** *Le Figaro*, 5 novembre 1997
- ↑ **9** Léon Trotski, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Points-Seuil, 1967.
- ↑ **10** John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, réédition au Seuil, 1996.
- ↑ **11** Collectif, *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, Paris, EDI, 1967.

- Marc Ferro, voir notamment *La révolution de 1917*, Paris, Albin Michel, 1997, et
- ↑ **12** *Naissance et effondrement du régime communiste en Russie*, Paris, Le Livre de poche, 1997.
- ↑ **13** Police politique.
- ↑ **14** Léon Trotski, *Staline*, Paris, Grasset, 1949.
- ↑ **15** Voir Moshe Lewin, *Le Dernier Combat de Lénine*, Paris, Minuit, 1979.
- ↑ **16** Moshe Lewin, *Russia, URSS, Russia*, Londres, 1995.
- ↑ **17** Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, Paris, « Archives »-Gallimard, 1980.
- ↑ **18** Philippe Lacoue-Labarthe, revue *Lignes*, n° 31, mai 1997.
- ↑ **19** Se reporter à l'index des noms cités.
- ↑ **20** Léon Trotski, *La Révolution trahie*, Paris, Minuit, 1973.
- ↑ **21** Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, Paris, La Découverte, petite collection Maspero, 1969.
- Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine*, Paris, La Découverte, 1970, petite collection Maspero ; Marcel Liebman, *Le Léninisme sous Lénine*, Paris, Seuil 1973, 2 tomes ;
- ↑ **22** Pierre Broué, *Le Partibolchevique*, Paris, Minuit, 1972 ; Boris Souvarine, *Staline, aperçu historique du bolchevisme*, édition revue, Paris, Lebovici, 1985 ; Léon Trotski, *Staline, op. cit.*
- ↑ **23** Nicolas Werth, *Le Livre noir du communisme, op. cit.*
- ↑ **24** Varlam Chalamov, *Les Années vingt*, Paris, Verdier, 1997.
- ↑ **25** Nicolas Werth, *op. cit.*
- ↑ **26** François René, vicomte de Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Garnier-Flammarion.
- ↑ **27** *Ibid.*
- ↑ **28** Moshe Lewin, *La Formation du système soviétique : essai sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Gallimard, 1987.
- ↑ **29** Karl Kautsky, *Von der Demokratie zur Staatsktaverei*, 1921, cité par Karl Radek dans *Les Voies de la Révolution russe*, Paris, EDI, 1972, p. 39.
- ↑ **30** Mikhaïl Guefter, *op. cit.*
- ↑ **31** François René vicomte de Chateaubriand, *op. cit.*
- ↑ **32** Panait Istrati, *Vers l'autre flamme, après seize mois dans l'URSS, confessions pour vaincus*, Folio Essais-Gallimard, 1987.
- ↑ **33** Isaac Babel, *La Cavalerie rouge*, Paris, « Folio »-Gallimard, 1983.
- ↑ **34** Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, Bruxelles, Complexe, 1988.
- ↑ **35** Joseph de Maistre, *Du pape*, Genève, Droz, 1966.
- ↑ **36** Ante Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Paris, Lebovici, 1977.